

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.00/410

14 septembre 2000

(00-3586)

## Comité des obstacles techniques au commerce

### NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	<b>Membre de l'Accord adressant la notification:</b> <u>CANADA</u> <b>Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):</b>
2.	<b>Organisme responsable:</b> Agence canadienne d'inspection des aliments <b>L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné:</b> Point national d'information
3.	<b>Notification au titre de l'article 2.9.2 [ ], 2.10.1 [ ], 5.6.2 [X], 5.7.1 [ ], autres:</b>
4.	<b>Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant):</b> les semences
5.	<b>Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié:</b> Modification proposée au Règlement sur les semences (page 2779-2789; anglais et français)
6.	<p><b>Teneur:</b> Le Programme canadien des semences offre un certain nombre de services comprenant notamment l'établissement de normes à l'égard des semences, la certification des semences, l'agrément des établissements semenciers, l'agrément de personnes en vue de l'exécution de certaines activités, la formation, l'information, l'inspection et l'application du Règlement.</p> <p>En raison des pressions financières du milieu des années 1990, la Direction générale de la production et de l'inspection des aliments (DGPIA) d'Agriculture et Agroalimentaire Canada a négocié avec ses clients industriels un plus grand recouvrement du coût de ses services. L'Association canadienne des producteurs de semences (ACPS), l'Association canadienne du commerce des semences (ACCS) et l'Association des analystes de semences commerciales du Canada (AASCC) ont formé une équipe de négociation pour répondre au « Plan d'agencement des activités » (PAA) de la DGPIA. Un des résultats de ces négociations a été la création, en 1996, de l'Institut canadien des semences (ICS), reconnu officiellement par l'ACIA en 1998. Cette organisation a pour principale raison d'être la prestation de services approuvés appuyant les programmes canadiens de certification des semences et d'agrément des importations. Ses principaux objectifs sont de maintenir les coûts au minimum et d'aider l'industrie à gérer ses propres exigences en matière de contrôle de la qualité.</p> <p>Au cours des négociations sur les PAA, (1995-1998), il avait été convenu qu'une fois l'ICS entièrement sur pied, le Gouvernement cesserait d'offrir les mêmes services de manière concurrentielle. À cette fin, les responsables du Programme des semences avaient</p>

	l'intention: (1) de relever les frais exigés, dès 2000, afin de permettre le recouvrement intégral des coûts; (2) de proposer, à moyen terme, des modifications au <i>Règlement sur les semences</i> qui permettraient à l'ACIA de cesser d'assurer les services de certification des semences et d'agrément des importations déjà offerts par l'ICS ou par d'autres organismes autorisés de vérification de la conformité.
<b>7.</b>	<b>Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant:</b> Prévention de pratiques trompeuses
<b>8.</b>	<b>Documents pertinents:</b> Gazette du Canada, Partie I, 2 septembre 2000
<b>9.</b>	<b>Date projetée pour l'adoption:</b> <b>Date projetée pour l'entrée en vigueur:</b>
	<div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="font-size: 3em; margin-right: 10px;">}</div> <div>non citée</div> </div>
<b>10.</b>	<b>Date limite pour la présentation des observations:</b> 2 octobre 2000
<b>11.</b>	<b>Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu:</b> point national d'information [X] <b>ou adresse, courrier électronique et numéro de télécopieur d'un autre organisme:</b> Vous pouvez télécharger la version électronique de ce document à : <a href="http://canada.gc.ca/gazette/part1/pdf/g1-13436.pdf">http://canada.gc.ca/gazette/part1/pdf/g1-13436.pdf</a>